



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 53.960/2/V
du 9 septembre 2013

sur

un projet d'arrêté royal
'modifiant l'arrêté royal du
9 juillet 2007 relatif à
l'organisation des filières de
métiers, domaines d'expertise
et pôles de compétence'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 53.960/2/V
van 9 september 2013

over

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van het
koninklijk besluit van
9 juli 2007 betreffende de
organisatie van de
vakrichtingen,
expertisedomeinen en
competentiepools'

Le 26 juillet 2013, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Défense à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé jusqu'au 13 septembre 2013, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 9 juillet 2007 relatif à l'organisation des filières de métiers, domaines d'expertise et pôles de compétence'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 9 septembre 2013. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assesseur, et Danièle LANGBEEN, greffier en chef.

Le rapport a été présenté par Véronique SCHMITZ, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 9 septembre 2013.

*

Op 26 juli 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Landsverdediging verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot 13 september 2013 een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 juli 2007 betreffende de organisatie van de vakrichtingen, expertisedomeinen en competentiepoolen'.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 9 september 2013. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assessor, en Danièle LANGBEEN, hoofdgriffier.

Het verslag is uitgebracht door Véronique SCHMITZ, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 9 september 2013.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FONDEMENTS JURIDIQUES

1. Le premier alinéa du préambule vise en tant que fondements légaux les articles 38, alinéa 1^{er}, 40 à 42, 243 de la loi du 28 février 2007 'fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des forces armées', tels que modifiés par la loi du 31 juillet 2013¹, et l'article 272 de la même loi.

L'article 272 de la loi du 28 février 2007, tel que modifié par la loi du 20 juin 2012, dispose comme suit :

« Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de chacune des dispositions de la présente loi, au plus tard le 31 décembre 2013 »².

L'arrêté royal en projet ne fixe pas la date d'entrée en vigueur des dispositions légales précitées³.

Interrogé sur ce point, l'officier délégué a répondu ce qui suit :

« L'intention est de mettre en vigueur le PAR (lire le projet d'arrêté royal) après publication de la loi modificative, par une publication au Moniteur (donc la procédure normale). Ceci permettra aux gestionnaires de personnel d'entamer la procédure d'inscription de chaque militaire dans une filière de métiers afin de terminer la procédure de recours au plus tard le 31 décembre 2013. L'objectif est d'assurer la gestion du personnel militaire par le biais des filières de métier à partir du 1^{er} janvier 2014 ».

Le projet examiné ne peut toutefois entrer en vigueur avant l'entrée en vigueur des dispositions légales qui en constituent les fondements juridiques.

¹ La date de la loi a été communiquée par l'officier délégué. La loi du 31 juillet 2013 'modifiant la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires du cadre actif des forces armées et modifiant certaines dispositions relatives au statut du personnel militaire' n'est pas encore publiée (*Doc. parl.*, Chambre, 2012-2013, n^{os} 2879/007 et 2879/008). Celle-ci ne prévoit pas de disposition particulière relative à son entrée en vigueur ni de disposition modificative à l'article 272 de la loi du 28 février 2007.

² Concernant la loi du 28 février 2007, seuls les articles 194 à 206, 210 à 212 et 239, sont entrés en vigueur au 1^{er} janvier 2009 (voir les arrêtés royaux du 10 février 2008 'mettant en vigueur l'article 195 de la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires du cadre actif des forces armées' et du 7 janvier 2009 'mettant en vigueur certains articles de la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires du cadre actif des forces armées et l'arrêté royal du 14 juin 2007 portant des dispositions relatives à la pension et à l'aménagement de la carrière des militaires du cadre actif').

³ Voir également l'article 8 de l'arrêté royal du 9 juillet 2007 qui dispose que : « Le présent arrêté entre en vigueur à la date fixée par le Roi pour l'entrée en vigueur des articles 38, alinéa 1^{er}, 40, 41, 42 et 243, de la loi ».

Par conséquent, il y a lieu de rédiger un nouvel article donnant exécution à l'article 272 de la loi du 28 février 2007 en fixant l'entrée en vigueur de toutes les dispositions légales nécessaires à la date à laquelle l'auteur du projet entend leur donner effet et de maintenir le visa de l'article 272 de la loi précitée au premier alinéa du préambule.

2. Comme en a convenu l'officier délégué, l'article 42 de la loi du 28 février 2007 ne constitue pas un fondement juridique du texte en projet et la référence à cette disposition légale doit être omise du premier alinéa du préambule.

EXAMEN DU PROJET

DISPOSITIF

Article 4

L'article 2, en projet, reproduit ce que prescrit l'article 38/1 de la loi du 28 février 2007.

L'officier délégué a proposé d'adapter l'article 4 du projet de la manière suivante :

« Art. 2. Conformément à l'article 38/1 de la loi, les officiers, à l'exception des officiers nommés ou commissionnés à un grade d'officier général, et les sous-officiers sont inscrits dans une des filières de métiers fixées au tableau I de l'annexe A au présent arrêté. (la suite comme au projet) ».

L'article 4 du projet sera revu en ce sens.

Article 11

Quant à la fixation de la date d'entrée en vigueur des dispositions de la loi du 28 février 2007 qui constituent le fondement légal de l'arrêté en projet, -laquelle fixation constitue un préalable à l'entrée en vigueur de l'arrêté lui-même, il est renvoyé aux observations formulées sur les fondements juridiques.

En conséquence, le projet sera complété par un nouvel article 11 qui aura cet objet et l'article 11 du projet devient l'article 12.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

RECHTSGROND

1. Het eerste lid van de aanhef vermeldt als rechtsgrond de artikelen 38, eerste lid, 40 tot 42, 243 van de wet van 28 februari 2007 ‘tot vaststelling van het statuut van de militairen en kandidaat-militairen van het actief kader van de krijgsmacht’, zoals gewijzigd bij de wet van 31 juli 2013¹, en artikel 272 van dezelfde wet.

Artikel 272 van de wet van 28 februari 2007, zoals gewijzigd bij de wet van 20 juni 2012, luidt als volgt:

“De Koning bepaalt voor elk artikel van deze wet de dag waarop het in werking treedt, en uiterlijk op 31 december 2013”.²

Het ontworpen koninklijk besluit stelt de datum van inwerkingtreding van de voormelde wetsbepalingen niet vast³.

Op de vraag die aan de gemachtigde officier in dat verband is gesteld, heeft hij het volgende geantwoord:

“L’intention est de mettre en vigueur le PAR (lire le projet d’arrêté royal) après publication de la loi modificative, par une publication au Moniteur (donc la procédure normale). Ceci permettra aux gestionnaires de personnel d’entamer la procédure d’inscription de chaque militaire dans une filière de métiers afin de terminer la procédure de recours au plus tard le 31 décembre 2013. L’objectif est d’assurer la gestion du personnel militaire par le biais des filières de métier à partir du 1^{er} janvier 2014”.

¹ De gemachtigde officier heeft de datum van deze wet meegedeeld. De wet van 31 juli 2013 ‘tot wijziging van de wet van 28 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de militairen van het actief kader van de krijgsmacht en tot wijziging van sommige bepalingen betreffende het statuut van het militair personeel’ is nog niet bekendgemaakt (*Parl.St.* Kamer 2012-13, nr. 2879/7 en 2879/8). Deze wet voorziet niet in een bijzondere bepaling aangaande de inwerkingtreding ervan, noch in een bepaling tot wijziging van artikel 272 van de wet van 28 februari 2007.

² Wat de wet van 28 februari 2007 betreft, zijn alleen de artikelen 194 tot 206, 210 tot 212 en 239, op 1 januari 2009 in werking getreden (zie de koninklijke besluiten van 10 februari 2008 ‘tot inwerkingstelling van artikel 195 van de wet van 28 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de militairen van het actief kader van de krijgsmacht’ en van 7 januari 2009 ‘tot inwerkingstelling van sommige artikelen van de wet van 28 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de militairen van het actief kader van de krijgsmacht en van het koninklijk besluit van 14 juni 2007 houdende bepalingen betreffende het pensioen en de aanpassing van de loopbaan van de militairen van het actief kader’).

³ Zie ook artikel 8 van het koninklijk besluit van 9 juli 2007 dat bepaalt dat “[d]it besluit in werking [treedt] op de datum bepaald door de Koning voor de inwerkingtreding van de artikelen 38, eerste lid, 40, 41, 42 en 243, van de wet”.

Het voorliggende ontwerp kan echter niet in werking treden voordat de wetsbepalingen die er rechtsgrond aan verlenen, in werking getreden zijn.

Bijgevolg moet een nieuw artikel geredigeerd worden dat uitvoering geeft aan artikel 272 van de wet van 28 februari 2007 en dat de datum van inwerkingtreding vaststelt van alle wetsbepalingen die nodig zijn op de datum waarop de steller van het ontwerp hieraan rechtsgevolgen wenst te geven, en moet de vermelding van artikel 272 van de voormelde wet in het eerste lid van de aanhef behouden worden.

2. Zoals de gemachtigde officier beaamd heeft, levert artikel 42 van de wet van 28 februari 2007 geen rechtsgrond op voor de ontworpen tekst en moet de verwijzing naar deze wetsbepaling in het eerste lid van de aanhef vervallen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

DISPOSITIEF

Artikel 4

Het ontworpen artikel 2 vermeldt nogmaals wat artikel 38/1 van de wet van 28 februari 2007 voorschrijft.

De gemachtigde officier heeft voorgesteld om artikel 4 van het ontwerp als volgt aan te passen:

“Art. 2. Overeenkomstig artikel 38/1 van de wet, worden de officieren, met uitzondering van de officieren benoemd of aangesteld in een graad van opperofficier, en de onderofficieren ingeschreven in één van de vakrichtingen bepaald in tabel I van bijlage A bij dit besluit (voorts zoals in het ontwerp)”.

Artikel 4 van het ontwerp moet in die zin herzien worden.

Artikel 11

Wat betreft de vaststelling van de datum van inwerkingtreding van de bepalingen van de wet van 28 februari 2007, die aan het ontworpen besluit rechtsgrond verlenen - vaststelling die een voorafgaand vereiste voor de inwerkingtreding van het besluit zelf is -, wordt verwezen naar de opmerkingen over de rechtsgrond.

Bijgevolg moet het ontwerp aangevuld worden met een nieuw artikel 11 met die strekking, en wordt artikel 11 van het ontwerp artikel 12.

LE GREFFIER EN CHEF – DE HOOFDGRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Danièle LANGBEEN

Pierre LIÉNARDY